

tolérance ; d'un moment à l'autre ce privilège peut nous être ôté, et nous serions tout à coup, pendant la longue saison de l'hiver, sans communication possible avec l'Europe!!! Voilà pour nous des raisons plus que suffisantes pour chercher à améliorer notre position, et le seul moyen possible est une union commerciale, sociale et politique avec nos sœurs-colonies les provinces maritimes. J'entends d'hons. membres qui disent : pourquoi plutôt ne pas avoir le rappel de l'union ? pourquoi ne pas laisser le Haut et le Bas-Canada séparés comme avant 1840 ? Cette mesure mettrait probablement fin aux demandes réitérées du Haut-Canada pour la représentation d'après le nombre, et aux craintes du Bas-Canada de voir ses institutions en danger, si la représentation basée sur la population était accordée ; mais cette mesure serait un pas rétrograde, qui rejetterait le pays en arrière et le mettrait dans la position qu'il occupait avant l'union. Cette mesure briserait une connexion qui existe depuis longtemps, — une union d'où est sortie pour le pays une source de progrès, de richesses et de prospérité. Une telle dissolution ne ferait que nous affaiblir davantage, et nous ne serions que deux provinces faibles et insignifiantes, tandis que l'union nous a fait une province comparativement forte. Que de travaux gigantesques se sont faits sous l'union, — canaux, chemins de fer, etc. ! Y a-t-il un seul homme de bonne foi, un seul homme n'étant pas en divorce complet avec le bon sens, qui oserait dire que le Haut et le Bas-Canada seraient aussi avancés, l'un et l'autre, qu'ils le sont en ce moment, s'ils eussent continué à demeurer séparés, avec des tarifs hostiles l'un à l'autre ? Plutôt que d'avoir la confédération donnons au Haut-Canada, s'écrierait un adversaire quand même du plan proposé, la représentation basée sur le nombre purement et simplement, comme semble le désirer l'hon. membre pour Hochelaga dans son célèbre manifeste de 1865 ; — mais c'est positivement absurde !! c'est une violation de l'esprit et de la lettre de l'acte d'Union de 1840 ! c'est la principale source de toutes les difficultés sectionnaires qui ont troublé et cette enceinte et le pays depuis nombre d'années. Ce serait demander la ruine complète des intérêts civils et religieux des Canadiens-Français !! Dans ces tristes conjonctures, que nous reste-t-il M. l'ORATEUR ? — il nous reste la confédération de toutes les provinces anglaises de l'Amérique Britannique du Nord. Voilà le seul remède

possible aux circonstances actuelles ! De deux choses l'une : ou nous formerons partie d'une confédération des provinces de l'Amérique Britannique du Nord, ou nous tomberons dans le gouffre profond de la confédération des Etats voisins, ci-devant les Etats-Unis ! (Ecoutez ! écoutez.) Qu'ils sont ridicules ceux qui croient que les Etats du Nord n'ont pas besoin de nous..... avec nos richesses minérales, nos pêcheries ; — ces dernières à elles seules sont pour un pays une source intarissable de richesses !... Les Etats-Unis, en 1776, n'étaient que de quatre millions d'habitants ; il n'y avait alors que 13 états ; maintenant, ils sont 31 états et sept territoires, ou au moins il y avait ce nombre avant la guerre, et de plus une population de près de 30 millions !... on sait que c'est par achat, par traités et par conquêtes que les Etats-Unis ont fini par s'accroître d'une manière si prodigieuse. Ils ont besoin de nous, et ils remunereraient ciel et terre pour nous avoir. (Ecoutez, écoutez.) Ainsi, gare à nous ! Quel malheur pour nous si nous tombions dans le gouffre profond de la confédération américaine, avec notre quote-part à payer d'une dette nationale de trois mille millions de piastres et une charge annuelle de cinq cents millions de piastres, partageant ses discordes et ses guerres civiles, — en butte aux persécutions du vainqueur, et ayant à supporter le lourd fardeau de dettes énormes imposées pour défrayer les dépenses d'une guerre cruelle et fratricide, — d'une guerre dont tout le monde connaît le commencement, mais dont personne ne peut dire la fin !..... C'est alors que les adversaires quand même de la mesure actuelle, regretteront leur entêtement et leur peu de patriotisme ; — c'est alors qu'ils verront le vrai côté de ces institutions démocratiques, où de fait il n'existe aucune véritable liberté, — de ces institutions tant vantées, d'où les derniers vestiges de la liberté se sont évaporés comme la lumière à la fin d'un beau jour ! Là, la liberté de la presse n'existe pas ; là, la liberté n'est qu'un mot, un songe, une illusion, une moquerie, souvent un piège. Là, nul homme n'ose dire franchement sa pensée, à moins qu'elle ne soit en harmonie avec celle de la majorité pour le moment ; — quant aux droits de la "minorité," ils sont méconnus, ignorés, ils sont comme s'ils n'existaient pas, et le vœu de la majorité fait la loi. Quant à moi, M. le PRÉSIDENT, les institutions démocratiques ne me sourient pas..... La liberté, la fraternité, l'égalité !! que de tristes et lugubres souvenirs ces trois mots